



AMBASSADE DE SUISSE  
AU CHILI

SANTIAGO, le 17 septembre 1973

Calle J. Miguel de la Barra 536

Casilla 3875

Téléphone 3 20 09

Réf.: 381.0 - MT/dj

RP No. 10

CONFIDENTIEL

*par M. Meuret pour M. Meuret et pour nous  
que ce document - qui en est vraiment un - est confiden-  
tiel. Les faits pris et le langage de l'ambassadeur ne  
peuvent s'expliquer que par un degré élevé d'intoxication.  
Dans tous les cas, ils expliquent et justifient largement  
les réactions critiques qui nous sont parvenues. Gt.*

Résumé :

La grande majorité du peuple chilien (65% environ) accueille avec soulagement le renversement du régime de l'Unité populaire (UP) signifiant pour elle la fin d'un cauchemar. En revanche, les dirigeants de l'UP, les miristes et les agents chiliens et étrangers au service de la révolution marxiste seront exposés aux rigueurs d'un gouvernement militaire décidé à extirper la subversion du pays.

1. Dans la matinée du 11 septembre 1973, les forces armées chiliennes déposèrent le Président Allende et occupèrent les plus importantes positions stratégiques sur l'ensemble du territoire, telles que bâtiments publics, ouvrages d'art, forces motrices, etc.

Une junte militaire, composée des trois commandants en chef des forces armées (armée de terre, aviation et marine) et du directeur général des carabiniers (police en uniforme), proclama qu'elle assumait le gouvernement de la République pour sauver le pays du chaos et de la guerre civile, pour le reconstruire en restaurant l'ordre, la justice, la paix sociale et l'économie, extirper le marxisme et nettoyer la nation des extrémistes l'infestant.

La junte décréta d'emblée l'état de siège et le couvre-feu, ferma les frontières, imposa la censure, interrompit toutes les



communications avec l'extérieur. Elle maintint le pouvoir judiciaire et la contr leterie générale de la République, mais décida la dissolution du Congrès national.

La junte somma le Président Allende - qui venait d'arriver de sa résidence de Tomás Moro au Palais présidentiel de la Moneda - de démissionner et de se rendre en l'avertissant que son refus entraînerait le bombardement aérien et terrestre du Palais. Le Président ayant répondu négativement, les forces armées entrèrent immédiatement en action en faisant usage de moyens puissants. La garde présidentielle du Palais avait ouvert le feu contre la troupe et de nombreux francs-tireurs postés sur et dans les bâtiments publics proches de la Moneda faisaient de même.

Selon la version officielle, le Président Allende, sous l'effet terrifiant du bombardement, avait finalement accepté de se rendre sans conditions, la junte lui ayant assuré la sortie immédiate du pays par un avion mis à sa disposition. Lorsque la troupe entra dans le Palais, elle trouva le corps du Président privé de vie. Un médecin qui se trouvait sur les lieux a établi que le Président s'était suicidé avec une mitraillette que lui avait donné Fidel Castro.

La résidence présidentielle de Tomás Moro où la garde personnelle du Président avait refusé de se rendre et faisait feu sur les troupes l'encerclant, fut bombardée et dévastée, tout comme le Palais de la Moneda, siège de la Présidence et des Ministères de l'intérieur et des affaires étrangères.

Comme la CUT (Centrale unique des travailleurs) et d'autres organisations marxistes avaient eu le temps de donner l'ordre à leurs militants d'occuper des fabriques, usines et certains immeubles pour défendre le gouvernement Allende et la révolution, les forces armées procédèrent à d'étendues opérations de nettoyage des foyers de résistance. Dans la journée du 13 septembre, la

majorité des fabriques et usines étatisées avait passé sous le contrôle des forces armées qui découvrirent d'énormes dépôts d'armes et de munitions.

C'est ainsi par exemple, que la télévision a montré en direct une partie des armes et munitions trouvées dans la Moneda et dans les deux résidences du Président Allende, l'une de Tomás Moro et l'autre d'El Arrayan. Les nombreuses découvertes d'armes prouvaient que l'UP, le MIR et les organisations révolutionnaires disposaient d'un vaste arsenal disséminé sur le territoire et réparti dans d'innombrables bâtiments publics, fabriques, immeubles et maisons particulières, suffisant, par sa puissance de feu et de destruction, pour déclencher soudainement la guerre civile. Parmi les armes trouvées, il y a quantités de mitrailleuses lourdes, mitrailleuses légères, bazzokas, fusils mitrailleurs, mitraillettes, fusils d'assaut, grenades de tous genres, y compris des grenades anti-tanks, lance-mines, explosifs d'une très grande puissance, tout autant de revolvers et pistolets avec silencieux, armement qui serait principalement d'origine soviétique, tchèque et allemande, expédiée clandestinement au Chili par des transports cubains (bateaux et avions).

Le coup d'Etat militaire aurait devancé de justesse la guerre civile que l'UP - au dire de l'armée - avait l'intention de déclencher avec le concours enthousiaste du MIR, des milices populaires et des terroristes étrangers (plus de dix mille) qui auraient afflué au Chili au cours des deux dernières années. Les dirigeants de l'UP voulaient exiter les masses, le 13 septembre, par une grande manifestation d'appui populaire à l'Ambassadeur de Cuba, M. Mario Garcia Inchaústegui, déclaré persona non grata par les communes sur le territoire desquelles se trouvent la résidence, et la chancellerie et ses dépendances, à cause de l'ingérence continue de Cuba dans les affaires intérieures chiliennes et des menées subversives et révolutionnaires de son personnel diplomatique

*au président  
le tirage de  
M. était nettement  
plus affirmatif*

- 4 -

et autre (150 personnes) agissant sous le couvert de l'inviolabilité et de l'immunité diplomatiques. Cette manifestation devait se faire sous la forme d'une marche du centre de la ville jusqu'à la résidence et la chancellerie cubaines en passant par les quartiers résidentiels, afin d'attiser la violence des révolutionnaires et de semer la peur dans les rangs de l'opposition.

Selon des informations recueillies par le service de renseignements des forces armées - qui auraient été confirmées par la découverte de documents au Ministère de l'intérieur - l'UP avait mis au point un plan pour se rendre maître de toutes les installations militaires à l'occasion des préparatifs des grandes parades militaires qui ont lieu le jour de la fête nationale, le 18 septembre, dans toutes les villes de garnison. Les officiers auraient été les premières cibles des milices populaires, lesquelles auraient passé ensuite à l'action révolutionnaire.

2. Les forces armées ne se sont résolues à renverser le régime de l'UP qu'après de mûres réflexions sur la situation catastrophique du pays, sur l'incapacité des politiciens de résoudre par le dialogue l'impasse dans laquelle se trouvait le processus à la chilienne en raison même de l'intransigeance des partis marxistes et sur la rapide croissance des milices populaires disposant d'un vaste armement destiné manifestement à servir la cause de la révolution par la violence constamment exaltée par les dirigeants extrémistes de l'UP, du MIR et du MAPU.

Traditionnellement apolitiques, professionnelles et traitées en parent pauvre par les gouvernements antérieurs, les forces armées furent courtisées par le Président Allende - qui améliora d'ailleurs leurs conditions matérielles - afin de les attirer dans son camp. Si quelques officiers se laissèrent prendre au charme d'un régime qui s'est caractérisé par le sectarisme, l'incompétence, l'hypocrisie et la corruption, le corps des officiers, y compris

celui des sous-officiers, ne semble pas s'être laissé tromper sur les arrières-pensées du régime à son égard.

Nonobstant le succès électoral de l'UP aux élections parlementaires de mars 1973, dont le pourcentage passa de 36% en septembre 1970 à 44%, l'opposition, déçue de ne pas avoir recueilli les deux tiers des voix, se ressaisit, réaffirmant que la majorité du peuple rejetait le marxisme, la politique intérieure de l'UP et ses méthodes et redoubla d'énergie dans sa lutte pour le maintien de la démocratie.

Je vous avais relaté l'évolution des événements jusqu'au 26 août 1973. La manoeuvre du Président Allende pour retirer au Général César Ruiz le commandement de l'aviation, la résolution de la Chambre des députés dénonçant le caractère anticonstitutionnel et illégal de la politique intérieure du Président, la double démission du Général Carlos Prats de ses fonctions de Ministre de la défense nationale et du commandement de l'armée de terre, furent des facteurs qui précipitèrent le cours de l'histoire. Avec le départ de Prats, le Président perdait son soutien essentiel au sein des forces armées. Prats savait comment contrôler les plus grandes unités et empêcher que se tramant des conspirations d'envergure parce qu'il pouvait les éventer facilement. La démission de Prats ouvrait à son successeur, le Général Augusto Pinochet, la liberté d'écouter ses officiers qui voyaient comme lui que le pays allait inéluctablement à la guerre civile et que l'armée serait la première cible des milices miristes et autres si elles la prenaient à l'improviste. Situation analogue dans l'aviation puis dans la marine, laquelle était avertie du danger par le complot des marins ourdi à l'instigation des leaders du parti socialiste, du MIR et du MAPU.

Pour en revenir aux civils, à partir du 15 août environ, par solidarité envers les transporteurs routiers en grève depuis le 27 juillet, jour après jour, d'autres organisations professionnelles (les "gremios") se mirent à leur tour en grève. Fin août

les provinces du sud étaient pratiquement paralysées par la cessation de toutes activités à l'exception des entreprises étatisées et de quelques commerces affiliés à l'UP. A Santiago, le commerce avait commencé à suspendre son activité deux ou trois jours par semaine. Il se mit en grève dès le 4 septembre. L'opposition au régime de l'UP - partis politiques, organisations professionnelles et les femmes de toutes conditions sociales - demanda publiquement au Président de rectifier sa politique ou de démissionner. Allende ne voulut pas entendre la voix de la majorité populaire et déclara qu'il ne songeait nullement à démissionner. Quant à une rectification de sa politique, son propre parti, le socialiste, ne l'aurait pas tolérée. L'espoir de sortir de l'impasse s'évanouissait définitivement, tandis que la population souffrait de difficultés croissantes.

Sitôt qu'elle eût le champ libre (départ de Prats), l'armée de terre se mit à son tour, en vertu de la loi sur le contrôle des armes, à rechercher les dépôts clandestins dont un bon nombre lui furent dénoncés par des travailleurs. C'est ainsi qu'elle découvrit à Santiago que les principales usines et fabriques étatisées et contrôlées par les syndicats marxistes contenaient de grandes quantités d'armes et rencontra même dans certaines de ses perquisitions de la résistance armée l'amenant à renoncer sur le moment à accomplir une mission qui aurait dégénéré en bataille. Les forces armées avaient des preuves irréfutables que, sous l'apparence d'un processus se disant pacifique, l'UP, le MIR et les organisations révolutionnaires voulaient s'emparer de la totalité du pouvoir et qu'ils étaient prêts à le faire. Les forces armées ne pouvaient donc plus hésiter, il y allait de leur existence même.

*Mauet*